Sécurité de la vieillesse—Loi

des gens qui ont une plaie qui devrait les marquer toute leur vie, qu'elles devraient pouvoir profiter aujourd'hui des dispositions de ce projet de loi?

Voilà pourquoi, monsieur le Président, comme je vous disais, au cours des prochaines semaines, on va essayer de les convaincre, de les amener avec nous, en fait, et des députés d'arrière-ban, comme celui de Charlevoix, qui, au lieu de s'évertuer à défendre le projet de loi de son gouvernement, devraient dire au ministre: Quand on a été élu, c'était pour être juste et équitable. Et il devrait lui dire que les personnes séparées et divorcées ainsi que les célibataires de sa circonscription le veulent aussi et en ont aussi besoin. C'est cela qu'il devrait faire! Je ne voudrais pas répéter l'expression du député de Champlain (M. Champagne), mais en écoutant les discours jusqu'à maintenant, c'est l'impression que l'on a du travail de certains députés. On sait que l'expression «deux de pique», monsieur le Président, n'était pas un compliment que le député de Champlain avait fait à ses collègues.

Mais j'ai hâte de le voir, lui, prendre la parole et venir dire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qu'il faut absolument corriger les erreurs de ce projet de loi. Je suis certain qu'on aurait l'unanimité de la Chambre si demain le gouvernement présentait l'amendement, et il pourrait même s'assurer que cela ne commence pas en septembre, mais dès maintenant, monsieur le Président.

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je suis également très heureux de participer au débat d'aujourd'hui sur le projet de loi C-26. C'est une mesure importante qui vise à étendre le programme des allocations au conjoint à tous les veufs et veuves âgés de 60 à 64 ans. Comme d'autres députés l'ont déjà bien expliqué, ce projet visera environ 85,000 Canadiens qui s'ajouteront aux 94,000 qui touchent déjà ces prestations.

Dans l'ensemble, à mon avis, c'est une mesure positive qui s'ajoute à la législation réaliste et dynamique mise sur pied sous les auspices d'un gouvernement libéral en 1975. A cet égard, je félicite le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp). En tant que nouveau député de la Chambre, j'ai appris à respecter ses qualités de parlementaire et, surtout, son attitude bienveillante en tant que personne.

On a beaucoup parlé à la Chambre du projet C-26, mais je voudrais me concentrer brièvement sur trois facteurs importants qui en découlent. Premièrement, sur les 85,000 bénéficiaires, 72,000, soit 87 p. 100, sont des femmes. Deuxièmement, ce projet de loi exclut tout à fait plus de 80,000 Canadiens âgés de 60 à 64 ans qui n'ont jamais été mariés, qui sont séparés ou divorcés. Troisièmement, un nombre exorbitant de couples âgés de 60 à 64 ans sont dans une situation financière précaire et ce, en grande partie parce que les traditions de notre société ont gravement sapé leur capacité d'emploi. Ce projet de loi ne fait rien non plus pour eux.

Le projet de loi C-26 ne fait rien pour remédier à ces problèmes réels. Les Canadiens se demandent évidemment pourquoi. Même si cette mesure, je le répète, mérite nos louanges pour les objectifs qu'elle atteint, elle comporte également d'importantes lacunes que nous nous devons de signaler. C'est pourquoi, en tant que parlementaires, tout en reconnaissant les avantages que ce projet présente pour les Canadiens, nous ne pouvons ni négliger ni oublier ses limites.

Nous devons nous interroger sur la situation des Canadiens qui ont entre 60 et 65 ans, l'âge crucial, et qui se trouvent seuls, sans sécurité financière suffisante. Nous devons également venir aux prises avec la dure réalité à laquelle se heurtent les femmes de cet âge. Nous devons comprendre les diverses facettes de la pauvreté et reconnaître qu'il y a trop de pauvres dans nos villages et dans tout le pays. Nous devons affronter ces réalités et agir. Il nous faut donc discuter et mettre en vigueur les projets de réforme des pensions, des pensions pour les ménagères et améliorer les prestations pour les travailleurs à temps partiel.

Dans son discours sur ce projet de loi, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a parlé de la pauvreté en signalant que les veuves sont parmi les plus pauvres au Canada. Puis il a abordé les problèmes d'emploi:

Ne nous faisons pas d'illusions: le directeur du personnel n'est pas enclin à engager une veuve âgée de 60 à 64 ans. Pourquoi engager une personne sur le point de prendre sa retraite, alors que des jeunes, probablement plus instruits, se disputent les emplois offerts?

L'analyse du ministre était exacte. Tous les députés sont de son avis, mais la portée de son analyse est trop restreinte. Les célibataires, les personnes séparées ou divorcées de 60 à 64 ans se débattent aussi pour survivre. Ces personnes font également l'objet de discrimination en matière d'emploi. Des couples âgés de 60 à 65 ans se heurtent à des problèmes de plus en plus nombreux. Il arrive qu'un mari ou une femme soit mis à pied et que le traitement du conjoint devienne le seul revenu familial, ce qui ne leur permet pas de joindre les deux bouts. Leur situation mérite également un effort concerté de notre part. Le projet de loi ne répond pas à ce besoin.

● (1200)

La semaine dernière encore, je rendais visite à un couple plongé dans des difficultés semblables. Le mari est âgé de 62 ans et a travaillé toute sa vie dans la construction. Il a été récemment mis à pied, mais il n'a jamais travaillé ailleurs que dans le bâtiment. Il se cherche donc un emploi semblable. Il se rend compte que son âge pose un problème. Il est d'ailleurs le premier à avouer qu'un travailleur plus jeune aurait davantage d'aptitudes physiques pour remplir cet emploi. Sa femme, plus jeune d'un an, a passé 30 ans à nettoyer et à frotter des planchers. Elle aussi est fatiguée et juge qu'elle devrait laisser sa place à une personne plus jeune en quête d'un emploi. Mais comment y arriver?

Je ne prétends pas que tous les Canadiens se heurtent à un problème de ce genre, mais il y a de trop nombreux cas analogues. Il y en a certes un nombre suffisant pour justifier un changement et pour nous rendre compte que les gens âgés de 60 à 64 ans méritent une attention particulière du Parlement et de la société.

Au cours de la récente campagne électorale, et de mes rencontres subséquentes et de mes entretiens avec mes électeurs de York-Ouest, la question la plus souvent soulevée par les jeunes, les adultes d'âge moyen et les personnes âgées était celle de l'admissibilité à la pension de vieillesse à compter de 65 ans. Ces discussions m'ont nettement fait comprendre qu'il serait souhaitable de modifier sous peu l'âge minimum de la retraite. Les Canadiens notent que, dans d'autres pays, des pensions sont versées actuellement aux hommes de 60 ans et